



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
37 Boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 10/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCHIEVER DISTRIBUTION

Z.I. - 12 rue de l'Etang
89200 Avallon

Références : LW/NM/2025/M_69
Code AIOT : 0025300025

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2025 dans l'établissement SCHIEVER DISTRIBUTION implanté Rue du Stade 71410 Sanvignes-les-Mines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHIEVER DISTRIBUTION
- Rue du Stade 71410 Sanvignes-les-Mines
- Code AIOT : 0025300025
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Schiever Distribution, dont le siège social est situé à Avallon dans le département de l'Yonne, exploite, sur le territoire de la commune de Sanvignes-les-Mines, une plate-forme logistique composée de 2 bâtiments regroupant 3 cellules de stockage.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par un arrêté préfectoral du 17 août 2005 référencé 05/2389/2-3.

L'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 s'applique à l'établissement selon les dispositions du point II de l'annexe V (installations existantes soumises à enregistrement).

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- NATECH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Description et classement des installations	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 2 et 3	Demande d'action corrective	60 jours
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.4	Demande d'action corrective	60 jours
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.4	Demande d'action corrective	60 jours
5	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23	Demande d'action corrective	60 jours
6	Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	60 jours
8	Protection toiture	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 6	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Exercice de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13	Levée de mise en demeure
7	Détection	Arrêté Ministériel du 11/04/2017,	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	automatique d'incendie	article Annexe II Point 12	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté la mise en place d'actions correctives de la part de l'exploitant afin de répondre aux constats formulés lors de la précédente inspection du 13 février 2024, en particulier sur les thèmes suivants :

- la matérialisation et la mise en place de test périodiques des vannes martellières,
- la remise en état des barrières de type "pollustop" et la mise en place de mesures organisationnelles pour leurs mises en œuvre,
- la réalisation d'un exercice de défense incendie,
- la remise en état d'un exutoire de fumée,
- l'installation d'une détection automatique d'incendie dans les bureaux et locaux sociaux à proximité des stockages,
- la séparation physique de la zone dédiée au stockage des aérosols des autres stockages.

Néanmoins, l'inspection maintient :

- **4 non-conformités** formulées lors de la précédente inspection sur les thèmes suivants :
 - la prévention des pollutions accidentelles,
 - le plan de défense incendie,
 - la défense extérieure contre l'incendie,
 - la protection de la toiture,
- **2 demandes de compléments** formulées lors de la précédente inspection sur les thèmes suivants :
 - la situation administrative de l'installation,
 - le classement des activités exercées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Description et classement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 2 et 3
Thème(s) : Situation administrative, Conformité des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement des installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un entrepôt de 18 000 m² ; • un hangar de 2 046 m² ; • un bâtiment de stockage des liquides inflammables de 505,80 fl m² ; • de bureaux et locaux sociaux d'une surface de 84,16 m². <p>L'établissement relève :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'autorisation au titre de la rubrique 1510 pour un volume de 235 000 m³ ;

<ul style="list-style-type: none"> de la déclaration au titre de la rubrique 1432 pour un volume de 31,36 m³ ; <p>Il n'est pas classé au titre de la rubrique :</p> <ul style="list-style-type: none"> 2910 pour une capacité de 1,4 MW ; 2175 pour un volume de 84 m³.
<p>Constats :</p> <p>Constats relevés lors de la précédente inspection du 13 février 2024 : Certains aménagements initialement prévus dans le dossier de demande d'autorisation n'ont jamais été réalisés et sont donc à ce jour considérés comme caducs en application de l'article R.181-48 du code de l'environnement (ex. extension du bâtiment principal d'une cellule de 6 000 m², construction d'un bâtiment de stockage de liquides inflammables de 505,80 m²). Le classement des installations de la société Schiever n'est pas, ou plus, en adéquation avec la description initiale des installations et les évolutions réglementaires de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Constats du 10 février 2025 : Un porter à connaissance a été rédigé par la société Socotec. Cependant, le groupe Schiever, qui exploite entre autre des hypermarchés à l'enseigne Auchan, a quitté son alliance à l'achat avec Auchan pour adhérer à la coopérative Système U. Le groupe est en pleine réorganisation et se pose la question de la poursuite du stockage de certains produits sur la plateforme de Sanvignes, en particulier les produits dits "dangereux". Dès que la décision aura été prise, le porter à connaissance sera actualisé et transmis au préfet de Saône-et-Loire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection maintient les deux demandes de compléments formulées au travers des fiches de constats n°1 et 2 du précédent rapport d'inspection référencé LW/NM/2024/M_82 du 4 mars 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un bassin de confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales, est réalisé avec un volume minimal de 1 060 m³. Ces eaux s'écoulent dans ce bassin par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée. Ce bassin est normalement étanche et son étanchéité peut être vérifiée. En période de fonctionnement normal, ce bassin est maintenu vide.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Constats relevés lors de la précédente inspection du 13 février 2024 :</p> <p>[...]</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a constaté la présence de végétaux dans ce bassin de confinement dont un arbuste mesurant environ 1 mètre laissant supposer un percement de la bâche. L'inspection relève une non-conformité en constatant que l'étanchéité de ce bassin n'est pas démontrée</p> <p>Constats du 10 février 2025 :</p> <p>Une entreprise d'espaces verts était en cours de nettoyage de ce bassin. Cette dernière a confirmé, après arrachage des arbustes imposants, que le revêtement était endommagé. L'étanchéité de ce bassin n'étant plus démontrée, l'inspection maintient la non-conformité formulée au travers de la fiche de constats n°4 du précédent rapport d'inspection référencé LW/NM/2024/M_82 du 4 mars 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard du nouveau calcul de dimensionnement des besoins en rétention réalisé par la société Socotec selon le guide technique D9a et estimé à 1556 m³, l'exploitant indiquera les mesures qu'il envisage pour compléter le volume actuel disponible du bassin dont la capacité est d'environ 1060 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage et rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Constats relevés lors de la précédente inspection du 13 février 2024 :</p> <p>Les produits dangereux susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ne sont pas stockés sur rétention. Les deux ouvertures du bâtiment qui lui sont affectées sont équipées de barrières de type «pollustop ». L'inspection relève les non-conformités suivantes sur ces dispositifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'une des deux barrières, qui a visiblement reçu un choc, n'est plus opérationnelle ; • l'exploitant n'a pas défini les mesures organisationnelles pour la mise en œuvre de ces barrières, en particulier durant les périodes d'inactivités. <p>L'inspection a par ailleurs constaté l'absence de tels dispositifs sur les issues de secours qui</p>

disposent d'un seuil métallique d'environ 2 cm de hauteur. L'exploitant transmettra des éléments permettant de justifier d'une part de l'étanchéité de ce seuil, et d'autre part de la hauteur suffisante au regard des dispositions réglementaires évoquées ci-dessus.

Constats du 10 février 2025 :

Les deux barrières de type "pollustop" sont opérationnelles et l'exploitant a défini les mesures organisationnelles pour leurs mises en œuvre. Un devis a été validé pour rehausser le seuil de chaque issue de secours dont la hauteur actuelle ne suffit pas.

Les travaux n'ayant pas encore été réalisés, l'inspection maintient **une non-conformité** sur ce dispositif de rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Exercice de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

[...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées [...].

Constats :

Constats relevés lors de la précédente inspection du 13 février 2024 :

L'inspection relève une non-conformité en constatant que l'exploitant n'a jamais réalisé d'exercice de défense contre l'incendie.

Constats du 10 février 2025 :

Un exercice de défense contre l'incendie, organisé par la société Prév'Assistance, a été réalisé le 6 janvier 2025 en présence des services d'incendie et de secours. Un compte-rendu complet a été rédigé à l'issue de cet exercice.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures organisationnelles

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1^{er} janvier 2021, soumis à déclaration ou

enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.
Constats : Constats relevés lors de la précédente inspection du 13 février 2024 : L'inspection relève une non-conformité en constatant que l'exploitant ne dispose pas d'un plan de défense incendie (PDI) comportant l'ensemble des informations prévues par les dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 Constats du 10 février 2025 : Le plan de défense incendie est en cours de rédaction. L'inspection maintient la non-conformité formulée au travers de la fiche de constats n° 10 du précédent rapport d'inspection référencé LW/NM/2024/M_82 du 4 mars 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie
Prescription contrôlée : [...] Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m ³ /h durant 2 heures. [...]
Constats : Constats relevés lors de la précédente inspection du 13 février 2024 : Le site dispose de 6 poteaux d'incendie, 4 privés à l'intérieur du périmètre de l'installation, 2 à l'extérieur sur la voie publique, à proximité de l'entrée principale du site. L'exploitant ne dispose pas de mesures de pression/débit de ces poteaux, en fonctionnement individuel et simultané de plusieurs poteaux. L'inspection relève une non-conformité en constatant que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le site dispose du débit d'eau requis de 480 m ³ /h pour assurer la défense extérieure contre l'incendie. Au regard des constats formulés au travers de la fiche n° 1, l'exploitant peut réaliser et transmettre une nouvelle analyse des besoins en eau du site sur la base des recommandations du guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (D9) élaboré dans le cadre d'un groupe de travail, à l'initiative du ministère de l'Intérieur, du ministère de la Transition écologique, de la Fédération française de l'assurance (FFA) et du CNPP. Cette nouvelle analyse ne dispense pas l'exploitant de démontrer que le site dispose du débit d'eau calculé. Constats du 10 février 2025 : Le site dispose de 4 poteaux d'incendie et non 6, 2 privés à l'intérieur du périmètre de l'installation, 2 à l'extérieur sur la voie publique, à proximité de l'entrée principale du site. Ces 4 poteaux d'incendie sont raccordés sur le réseau public. L'exploitant a fait réaliser par la société Desautel un test de débit/pression de ces poteaux d'incendie, en fonctionnement individuel et

simultanés. Les résultats sont conformes, le débit réglementaire de 60 m³/h à la pression dynamique de 1 bar est obtenu pour chaque poteau quel que soit le mode de fonctionnement. L'exploitant peut donc disposer d'un volume d'eau de 240 m³/h, soit 480 m³ pour 2 heures de fonctionnement.

Par ailleurs, et au regard des constats rappelés dans la fiche n° 1, l'exploitant a fait réaliser par la société Socotec un calcul du dimensionnement des besoins en eau et en rétention sur la base des recommandations des guides pratiques D9 et D9a. Les besoins en eau ont été estimés, pour la plus grande surface non recoupée (cellule 2), à 330 m³/h, soit 660 m³ pour 2 heures.

L'exploitant a fourni un devis de la société Pelichet TP qu'il a validé pour la mise en place d'une réserve d'eau de 240 m³ permettant de compléter les moyens actuels insuffisants au regard des besoins estimés au travers du calcul D9.

Les travaux n'ayant pas encore été réalisés (prévus en mars 2025), l'inspection maintient **la non-conformité** formulée au travers de la fiche de constats n° 12 du précédent rapport d'inspection référencé LW/NM/2024M_82 du 4 mars 2024. La mise en demeure du préfet de Saône-et-Loire sur ce point n'est pas levée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 12

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.

Constats :

Constats relevés lors de la précédente inspection du 13 février 2024 :

Le site dispose de bureaux administratifs et locaux sociaux accolés au bâtiment de stockage. Comme ils ne sont pas distants d'au moins 10 mètres de la cellule de stockage, un mur d'un degré de résistance REI 120 les séparent. L'inspection relève une non-conformité en constatant l'absence d'une détection incendie dans ces bureaux et locaux sociaux situés à proximité des stockages.

Constats du 10 février 2025 :

19 détecteurs associés à une centrale de détection d'incendie ont été installés dans les bureaux et locaux sociaux par la société Diademe en juillet 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Protection toiture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 6

Thème(s) : Risques accidentels, Propagation incendie

Prescription contrôlée :

L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. [...]

Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :

- [...]
- la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, des moyens fixe ou semi-fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ; [...]

Constats :**Constats relevés lors de la précédente inspection du 13 février 2024 :**

L'inspection a relevé une non-conformité en constatant que la feuille métallique recouvrant la bande de protection en toiture de part et d'autre de la paroi séparative des deux cellules de stockage est détériorée par endroit.

Constats du 10 février 2025 :

L'exploitant a présenté un devis de la société Egitec qu'il a validé le 16 octobre 2024.

Les travaux n'ayant pas encore été réalisés, l'inspection maintient **la non-conformité** formulée au travers de la fiche de constats n° 14 du précédent rapport d'inspection référencé LW/NM/2024/M_82 du 4 mars 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours